



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
3 juillet 2023
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2023
28-31 août 2023, New York
Point 6 de l'ordre du jour provisoire
Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets

**Rapport statistique annuel sur les activités d'achat
des entités des Nations Unies, 2022**

Résumé

Conformément à la décision 2007/38 du Conseil d'administration, le Directeur exécutif du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) soumet le présent rapport sur les achats effectués par les entités du système des Nations Unies. Le rapport statistique annuel complet est disponible auprès du secrétariat du Conseil d'administration et sur le site du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies (<http://www.ungm.org/ASR>).

Les 31 entités qui ont soumis des données pour inclusion dans le rapport statistique annuel de 2022 ont acheté des biens et des services d'une valeur de 29,6 milliards de dollars en 2022, ce qui représente une légère diminution de 0,03 % (7,8 millions de dollars) par rapport à 2021. Les achats effectués dans les pays les moins avancés ont atteint 5,4 milliards de dollars, soit 15,2 % du total des achats des Nations Unies.

Le rapport statistique annuel pour 2022 contient :

- a) une analyse des tendances des achats des Nations Unies par entité, bien ou service, secteur ou catégorie de biens ou de services, pays et région d'approvisionnement ;
- b) une analyse des achats effectués par les Nations Unies auprès de fournisseurs issus des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement ;
- c) une analyse des achats effectués en commun par des entités des Nations Unies ;
- d) une analyse des pratiques d'achat durables dans le système des Nations Unies.



En outre, le [site Web du rapport statistique annuel](#) (en anglais) contient des tableaux de bord interactifs qui permettent aux usagers d'accéder à des données sur les achats par entité des Nations Unies, par pays d'approvisionnement et par catégorie d'achats, ainsi qu'à des informations détaillées sur les achats de biens et services importants (d'un montant supérieur à 30 000 dollars).

Éléments de décision

Le Conseil d'administration voudra peut-être prendre acte du présent rapport et accueillir avec intérêt les données et l'analyse qu'il contient.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Total des effectués par les entités des Nations Unies en 2022	2
II. Achats par secteur	6
III. Achats par catégorie de biens et de services	8
IV. Volume des achats par région du fournisseur	10
V. Principaux pays fournisseurs	11
VI. Achats effectués dans les pays les moins avancés	14
VII. Achats effectués dans les pays les moins avancés effectués dans les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.	17
VIII. Achats des différentes entités du système des Nations Unies	18
IX. Achats en commun	22
X. Pratiques d'achat durables	26
Annexe	
Participant(e)s	31

Notes

- i) Des notes détaillées concernant la méthode de collecte et de présentation des données sont disponibles sur le site <http://www.ungm.org/ASR>.
- ii) Lorsque le présent rapport fait référence aux achats effectués par les Nations Unies, le système des Nations Unies ou les entités des Nations Unies, il s'agit des activités d'achat des 31 entités qui ont soumis des données sur leurs achats aux fins du rapport statistique annuel de 2022.
- iii) La passation de marchés est définie comme l'acquisition par l'achat ou la location de biens immobiliers, de biens ou d'autres produits (y compris de propriété intellectuelle), de travaux ou de services. Bien que les systèmes et les méthodes d'enregistrement et de communication des données sur la passation des marchés puissent différer entre les entités des Nations Unies, une définition commune¹ de la passation des marchés est utilisée pour le rapport statistique annuel, et les données sont recueillies dans un format normalisé. Certains organismes peuvent publier des statistiques sur les achats qui diffèrent de celles publiées dans le rapport statistique annuel, tandis que d'autres sont limités quant au niveau de détail qu'ils sont en mesure de fournir.
- iv) Les bons de commande et les contrats de services sont comptabilisés selon le montant du contrat et non selon les dépenses engagées.
- v) La classification des biens et services dans le présent rapport repose, au niveau le plus détaillé possible, sur la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies², qui est une norme multisectorielle de classification des biens et services de diffusion publique. Certains noms de code ont été raccourcis ou modifiés.
- vi) Dans l'ensemble du rapport, le terme « pays » fait référence aux pays et territoires. Sauf indication contraire, il désigne les pays fournisseurs indiqués par l'entité déclarante. Les noms de pays, ainsi que leur désignation par région géographique, respectent les codes de pays ou de région normalisés pour l'usage statistique de la « norme M49 »³ (établis par la Division des statistiques du Secrétariat des Nations Unies). Aux fins de l'analyse, le rapport classe les pays dans l'une des catégories suivantes : pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement, conformément à la norme M49 en vigueur à la fin de la période considérée. Les appellations employées n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (ONU) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le rattachement d'un pays ou d'une zone à tel ou tel groupe répond uniquement à des raisons statistiques et ne présume en rien, de la part de l'Organisation, des affiliations politiques ou autres de ces pays ou territoires.

¹ Conforme au Manuel du praticien des achats des Nations Unies, qui peut être consulté à l'adresse suivante : <https://www.ungm.org/Shared/KnowledgeCenter/Document?widgetId=3518&documentId=904011>.

² Voir <http://www.unspsc.org>.

³ Voir <https://unstats.un.org/unsd/methodology/m49>.

I. Total des achats effectués par les entités des Nations Unies en 2022

1. Le montant total des achats effectués par les Nations Unies en 2022 s'est élevé à 29,6 milliards de dollars, soit une légère diminution de 7,8 millions de dollars (moins de 0,03 %) par rapport au niveau record atteint en 2021. Les achats de biens ont diminué de 1,4 milliard de dollars (7,8 %) mais ont été compensés par l'augmentation de 1,3 milliard de dollars (11,1 %) des achats de services.

2. Entre 2021 et 2022, les mêmes entités des Nations Unies ont présenté des rapports, mais la présentation des rapports par les entités du Secrétariat de l'Organisation a évolué. Les rapports destinés à rendre compte des achats, qui étaient auparavant élaborés de manière individuelle par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux (MIFRTP), le Centre du commerce international (ITC), l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges (UNAKRT), la Commission économique pour l'Afrique (CEA), l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), l'Office des Nations Unies à Nairobi (ONUN), l'Office des Nations Unies à Vienne (ONUW) et la Division des achats de l'ONU, ont été regroupés en un seul rapport, présenté en tant que « rapport du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies », ce qui a entraîné une modification du nombre d'entités, qui a été ramené de 41 en 2021 à 31 en 2022.

Figure 1

Total des achats de biens et de services et nombre d'entités ayant communiqué des données, 2012-2022



II. Achats par secteur

3. Les cinq principaux secteurs d'achats effectués par les Nations Unies sont restés les mêmes qu'en 2021, seul l'ordre a été légèrement modifié. Les achats effectués dans ces secteurs ont représenté 20,8 milliards de dollars, soit 70,2 % du total des achats effectués par les Nations Unies en 2022. Quatre de ces secteurs ont vu leurs achats augmenter en 2022, tandis qu'un autre a enregistré une baisse par rapport à 2021 (voir tableau 1).

4. Le secteur de la santé, qui reste le plus grand secteur d'achats du système des Nations Unies, a enregistré un volume record en 2021, essentiellement en raison des mesures de lutte contre la COVID-19. En 2022, les achats effectués dans ce secteur ont atteint 7,6 milliards de dollars, soit 25,6 % du total des achats des Nations Unies. Malgré une baisse marquée par rapport à 2021, ils ont été nettement supérieurs aux niveaux enregistrés avant 2021 et ont augmenté de 2,1 milliards de dollars par rapport à 2020. Avec un total de 4,8 milliards de dollars, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a été la première entité acheteuse dans ce secteur, suivi par l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS), avec 967 millions de dollars, et l'UNOPS, avec 550 millions de dollars. Les principales catégories d'achats relatifs au secteur de la santé étaient les produits pharmaceutiques, les contraceptifs et les vaccins (5,7 milliards de dollars) et les matériels et fournitures à usage médical (1,7 milliard de dollars).

5. Le secteur de l'alimentation et de l'agriculture était le deuxième secteur le plus important en 2022, quittant la troisième place pour la première fois depuis 2014. Les achats effectués à ce titre ont considérablement augmenté, à hauteur de 1,3 milliard de dollars, pour totaliser 4,2 milliards de dollars, soit 14,3 % des achats des Nations Unies. Avec 3,7 milliards de dollars en 2022, soit une hausse de 1,2 milliard, la catégorie des aliments et boissons est restée la principale catégorie de ce secteur ; elle est à l'origine de la croissance globale de celui-ci. Cette augmentation est principalement imputable au Programme alimentaire mondial (PAM), le plus grand acheteur du secteur, dont les achats de ces produits ont augmenté de 1,2 milliard de dollars en 2022, principalement en raison des situations d'urgence en Ukraine et en Afghanistan ainsi que de l'augmentation générale des prix unitaires.

6. En 2022, le secteur de la construction, de l'ingénierie et des sciences était le troisième secteur par ordre d'importance. Le montant total des achats effectués dans ce secteur est resté au même niveau qu'en 2021, soit 3,5 milliards de dollars. Deux catégories principales, à savoir les services des bâtiments et de l'entretien et les services d'ingénierie et de recherche, ont enregistré une augmentation de 86 millions de dollars et de 65 millions de dollars, respectivement. Les principaux acheteurs du secteur étaient l'UNICEF et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui ont réalisé à eux seuls 42,8 % de l'ensemble des achats dans ces segments. En 2022, le PNUD a augmenté ses achats à hauteur de 155 millions de dollars dans les deux catégories, principalement en raison de projets de construction en Serbie et en Albanie, et est resté le principal acheteur dans le secteur en général. Le matériel de laboratoire et de tests reste un segment clé du secteur, malgré une baisse de 135 millions de dollars par rapport à 2021.

FAO : Prévention des activités de pêche illicites et non déclarées

La Commission des thons de l'océan Indien (CTOI) a été créée en 1993 à l'occasion de la 105^e session du Conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La CTOI promeut la coopération entre ses parties contractantes (membres) et les parties non contractantes coopérantes afin d'assurer la conservation et

l'utilisation appropriée des stocks de poissons et d'encourager le développement durable des pêcheries. Les membres prennent des décisions concernant la gestion du thon et des ressources apparentées.

En mai 2006, la CTOI a adopté une résolution relative à l'établissement d'un programme de transbordement par les navires de pêche de gros tonnage, qui prévoyait l'obligation de mettre en œuvre son Programme régional d'observateurs.

La FAO a conclu un certain nombre de contrats au nom du secrétariat de la CTOI en vue de déployer des observateurs sur des navires transporteurs recevant des cargaisons en mer dans l'océan Indien, avec pour objectifs de lutter contre les activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée et les opérations organisées de blanchiment de thon ; de surveiller, à bord des navires transporteurs, les activités de transbordement effectuées par les grands palangriers ; de collecter des données sur les captures de thon à grande échelle à la palangre afin d'améliorer les évaluations scientifiques des stocks de thon et d'espèces apparentées.

Selon le contrat établi par la FAO, 20 à 25 observateurs formés devaient être disponibles, à tout moment, pour être déployés sur des navires transporteurs, et capables d'effectuer jusqu'à 70 déploiements par an, d'une durée d'environ 41 jours. Le contrat de cinq ans s'est achevé en avril 2023 pour une valeur totale de plus de 3 millions d'euros ; la FAO en a signé un nouveau en 2023.

7. Les cinq premiers secteurs ont représenté ensemble 22,0 milliards de dollars, soit près des trois quarts du total des achats des entités des Nations Unies en 2021.

Tableau 1
Achats par secteur, 2022

<i>Catégorie (par secteur du rapport statistique annuel)</i>	<i>Total 2022 (En millions de dollars)</i>	<i>Total 2021 (En millions de dollars)</i>	<i>Variation totale 2021-2022 (En millions de dollars)</i>	<i>Variation totale 2021-2022 (En pourcentage)</i>
Santé	7565,4	10 642,9	-3 077,4	-28,9
Alimentation et agriculture	4242,1	2 958,7	1 283,3	43,4
Construction, ingénierie et science	3530,9	3 526,9	4,1	0,1
Transport et stockage	2901,2	2 562,6	338,6	13,2
Administration et opérations	2533,8	2 331,6	202,2	8,7
TIC et médias	2144,6	2 122,6	22,0	1,0
Services de voyage, d'hébergement et de restauration	1540,8	1 013,3	527,6	52,1
Services collectifs de distribution	1251,1	924,5	326,6	35,3
Finance, assurances et biens immobiliers	1176,7	1 099,3	77,4	7,0
Aide humanitaire, paix, sécurité et sûreté	818	848,2	-30,2	-3,6
Autres biens et services	746,1	547,0	199,0	36,4
Véhicules à moteur et pièces, machines industrielles et équipements lourds	581,3	505,3	76,0	15,0

<i>Catégorie (par secteur du rapport statistique annuel)</i>	<i>Total 2022 (En millions de dollars)</i>	<i>Total 2021 (En millions de dollars)</i>	<i>Variation totale 2021-2022 (En millions de dollars)</i>	<i>Variation totale 2021-2022 (En pourcentage)</i>
Enseignement, formation et loisir	554,7	511,7	43,1	8,4
Total	29 586,8	29 594,5	-7,8	-0,03

III. Achats par catégorie de biens et de services

8. Le rapport statistique annuel se fonde sur la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies pour classer les produits et services achetés par le système des Nations Unies et en rendre compte. La catégorisation utilisée dans la Classification est basée sur une hiérarchie de segments, de familles et de classes de produits et de produits de base.

9. Le tableau 2 présente les 10 principales catégories d'achats en volume, enregistrées au niveau des segments en 2022. Les principaux segments sont restés largement inchangés par rapport à 2021, à l'exception de deux catégories qui ont reculé dans la liste : les services financiers et d'assurance ont chuté à la onzième place et le matériel de laboratoire et de tests a été relégué à la quatorzième. Ils ont été remplacés par le segment Carburants et lubrifiants et le segment Services de voyages, de restauration et d'hébergement, qui se sont hissés aux huitième et neuvième places, respectivement. Les achats ont augmenté pour sept des dix principaux segments en 2022. Les augmentations les plus notables ont été enregistrées dans les segments Aliments et boissons, Services de transport, d'entreposage et de courrier, Services de voyages, de restauration et d'hébergement, ainsi que Carburants et lubrifiants.

10. Le segment des produits pharmaceutiques, des contraceptifs et des vaccins, qui occupe la première place depuis 2010, a totalisé 5,7 milliards de dollars en 2022, soit une baisse de 2,4 milliards de dollars par rapport à 2021. Cette réduction est essentiellement imputable à l'UNOPS, qui a enregistré un volume d'achats supérieur à la normale dans ce segment en 2021 en raison d'un projet de grande envergure mené au Mexique dans le secteur de la santé. L'UNICEF et l'OPS ont tous deux fait état d'une réduction des achats liés aux vaccins contre la COVID-19 et à leur distribution.

11. L'UNICEF est resté de loin le premier acheteur du segment, avec 3,9 milliards de dollars (335 millions de dollars de moins qu'en 2021). Sur ce total, 3,7 milliards de dollars ont été consacrés à l'achat de médicaments à effet immunomodulateur (y compris les vaccins). L'UNICEF est suivi par l'OPS, avec 892 millions de dollars (en baisse de 158 millions de dollars), et par l'UNOPS, avec 333 millions de dollars. Les achats effectués par le PNUD dans ce segment ont affiché une diminution de 65 millions de dollars, soit 29,3 %. En revanche, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le FNUAP ont vu leurs achats augmenter dans ce segment, à hauteur de 4,9 millions et 37 millions de dollars, respectivement.

Tableau 2
Classement des 10 principales catégories d'achats en volume (par segment de la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies), 2022

<i>Catégorie (Par segment de la Classification)</i>	<i>Total 2022 (En millions de dollars)</i>	<i>Variation totale 2021-2022 (En pourcentage)</i>	<i>Part des achats effectués dans les pays les moins avancés, 2022 (En pourcentage)</i>
Produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins	5685,7	-29,4	0,5
Aliments et boissons	3656,8	46,1	18,1
Services de transport, d'entreposage et de courrier	3561	14,9	28,5
Services de gestion et d'administration	2499,3	6,4	18,2
Services d'ingénierie et de recherche	1787,7	9,7	10,9
Services des bâtiments et de l'entretien	1723,8	5,2	38,4
Matériel et fournitures à usage médical	1699,7	-27,8	7,7
Carburants et lubrifiants	806	66,4	20,8
Voyages, restauration et hébergement	721,2	114,3	24,3
Matériel informatique et de communication	716,7	-8,0	8,2
Total des 10 premières catégories d'achats	22 858,1		
Total, Nations Unies	29 586,8		

12. Entre 2021 et 2022, le segment Aliments et boissons et le segment Services de transport, d'entreposage et de courrier ont permuté. Le segment Aliments et boissons, qui a connu la plus forte augmentation par rapport à 2021, est devenu le deuxième segment par ordre d'importance en 2022, avec un total de 3,7 milliards de dollars – en hausse de 1,2 milliard de dollars. Les achats du Programme alimentaire mondial (PAM) dans ce segment ont augmenté de 1,2 milliard de dollars, soit 55,0 %, par rapport à 2021, et le PAM est resté le premier acheteur dudit segment. Cette croissance tient en grande partie à l'augmentation des achats de compléments nutritionnels et de plats préparés ou en conserve effectués pour faire face aux situations d'urgence en Afghanistan et en Ukraine. Les achats de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) dans ce segment ont continué d'augmenter légèrement en 2022, avec une hausse de 8,3 % (7,9 millions de dollars), pour atteindre 104 millions de dollars.

13. La Türkiye, le Pakistan et l'Afghanistan ont été les principaux pays fournisseurs de ces produits, avec un volume cumulé de 1,1 milliard de dollars, soit une augmentation de 442 millions de dollars par rapport à 2021. Les achats réalisés auprès des fournisseurs des pays les moins avancés ont représenté 662 millions de dollars, soit 18,1 % du total des achats enregistrés dans ce segment.

14. Les achats comptabilisés dans le troisième segment le plus important, à savoir les Services de transport, d'entreposage et de courrier, ont totalisé 3,6 milliards de dollars en 2022. Cette catégorie a connu la deuxième plus forte augmentation parmi tous les segments en 2022 – en hausse de 461 millions de dollars, soit 14,9 %, par rapport à 2021. Cette croissance s'explique essentiellement par l'augmentation continue de la demande de transport de passagers et de services de transport à mesure

que les pays sortent de la pandémie de COVID-19, ainsi que par la hausse des coûts de transport causée par la flambée des prix des carburants.

15. Comme en 2021, le PAM est le principal acheteur dans cette catégorie, avec un total de 1,5 milliard de dollars (en hausse de 100 millions de dollars par rapport à 2021) ; il a été à l'origine de 43,4 % de l'ensemble des achats des Nations Unies dans ce segment. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a connu la plus forte augmentation dans ce segment avec 112 millions de dollars d'achats, soit 61,7 % de plus qu'en 2021 – et a atteint 292 millions de dollars, dépassant de 79 millions de dollars le niveau enregistré en 2019, avant la pandémie. D'autres augmentations notables dans ce segment ont été enregistrées par l'UNICEF (en hausse de 73 millions de dollars), le Secrétariat de l'ONU (en hausse de 44 millions de dollars) et la FAO (en hausse de 36 millions de dollars).

16. Les achats comptabilisés dans les segments Carburants et lubrifiants et Voyages, restauration et hébergement, qui ont fait leur entrée dans la liste des 10 principales catégories en 2022, ont augmenté considérablement par rapport à 2021 – à hauteur de 66,4 % et de 114 %, respectivement. Le Secrétariat de l'ONU a connu la plus forte augmentation dans le segment Carburants et lubrifiants et a été le principal acheteur de carburants, avec un total de 450 millions de dollars (en hausse de 215 millions de dollars), suivi par l'UNOPS (141 millions de dollars) et le PAM (101 millions de dollars). Les achats recensés dans le secteur Voyages, restauration et hébergement ont atteint un niveau record de 721 millions de dollars, dépassant le niveau enregistré avant la pandémie (en hausse de 149 millions de dollars par rapport à 2019). Les principales augmentations dans ce segment ont été rapportées par le Secrétariat de l'ONU, le PNUD et l'UNICEF, lesquels, avec une augmentation cumulée de 310 millions de dollars, ont été responsables de 72,3 % des achats des Nations Unies dans cette catégorie.

IV. Volume des achats par région du fournisseur

17. Entre 2021 et 2022, les entités des Nations Unies ont augmenté leurs achats auprès de fournisseurs de toutes les régions, à l'exception de l'Amérique latine et des Caraïbes. L'Europe a été pour la première fois la première région fournisseuse des Nations Unies, tandis que l'Océanie est restée à la dernière place en termes de volume d'achats.

18. Les achats effectués auprès de fournisseurs en Europe, qui ont enregistré la plus forte augmentation parmi toutes les régions, ont totalisé 10,2 milliards de dollars, soit une augmentation de 1,1 milliard de dollars par rapport à 2021. Cette croissance est principalement imputable à l'augmentation des achats de biens et de services liés au secteur de la santé, effectués auprès de fournisseurs situés en Belgique et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. D'autres augmentations notables ont été observées en Ukraine (en hausse de 260 millions de dollars pour un total de 474 millions de dollars en 2022) et au Danemark (185 millions de dollars de plus qu'en 2021).

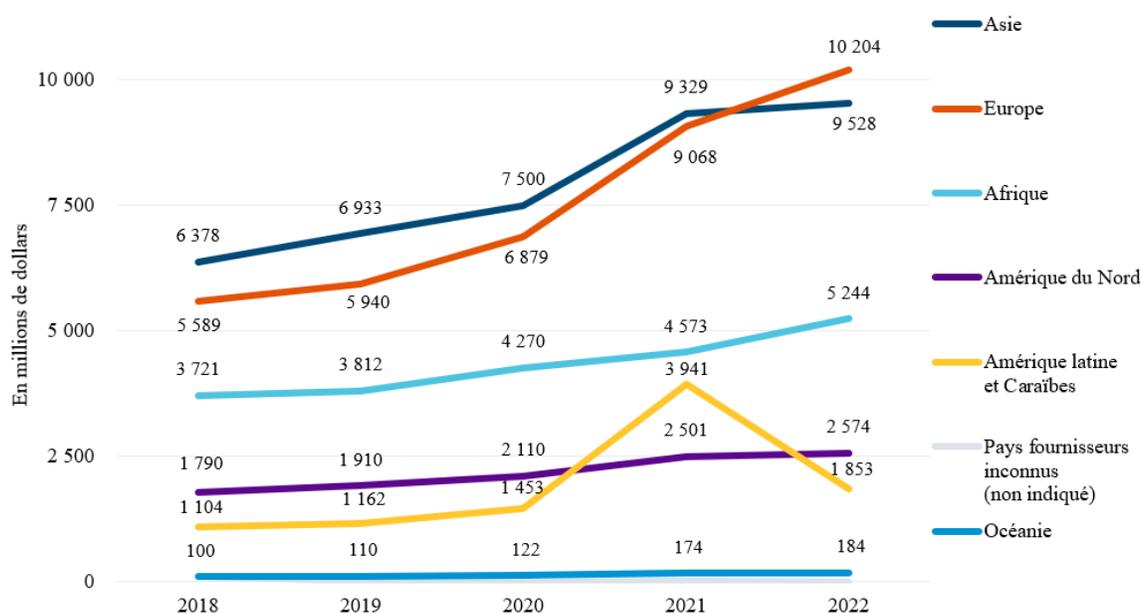
19. En 2022, l'Asie a été la deuxième région fournisseuse, avec un total de 9,5 milliards de dollars, soit 199 millions de dollars de plus qu'en 2021. Dans la région, les principales augmentations ont été observées en Afghanistan (en hausse de 397 millions de dollars), au Pakistan (en hausse de 328 millions de dollars) et aux Émirats arabes unis (en hausse de 227 millions de dollars), principalement dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture. Cette augmentation a été partiellement compensée par la diminution de 1,2 milliard de dollars des achats effectués auprès de fournisseurs en Chine : ces derniers ont totalisé 501 millions de dollars en 2022, ce qui représente toujours plus du double du niveau atteint en 2019 (246 millions de

dollars). Les fournisseurs indiens ont quant à eux accusé une baisse de 132 millions de dollars.

20. Dans la région de l'Afrique, les achats effectués auprès des fournisseurs ont augmenté de 671 millions de dollars, soit 14,7 %, pour atteindre un niveau record de 5,2 milliards de dollars. Cette hausse tient à l'augmentation des achats réalisés auprès de fournisseurs de la République démocratique du Congo (305 millions de dollars en 2022 contre 192 millions en 2021), du Kenya (en hausse de 105 millions de dollars) et de l'Éthiopie (en hausse de 91 millions de dollars). Le PAM est resté au premier rang des entités ayant effectué des achats auprès de fournisseurs de la région, avec un total de 1,7 milliard de dollars, suivi par l'UNICEF (771 millions de dollars) et le PNUD (637 millions de dollars).

21. Les achats effectués auprès de fournisseurs d'Amérique du Nord et d'Océanie ont affiché des augmentations moins prononcées en 2022, à savoir 72 millions de dollars et 10 millions de dollars, respectivement. En Océanie, les principales augmentations ont été enregistrées en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Fidji (en hausse de 14 millions de dollars chacun par rapport à 2021).

Figure 2
Total des achats par région, 2018-2022



22. Les achats effectués en Amérique latine et dans les Caraïbes ont totalisé 1,9 milliard de dollars en 2022, en baisse par rapport au niveau record de 3,9 milliards de dollars enregistré en 2021 (sous l'influence du projet de l'UNOPS dans le secteur de la santé au Mexique). Malgré une baisse globale par rapport à 2021, le volume des achats réalisés auprès des fournisseurs de la région en 2022 était supérieur aux niveaux rapportés avant 2021 et supérieur de 401 millions de dollars à celui de 2020.

V. Principaux pays fournisseurs

23. En 2022, les entités des Nations Unies ont déclaré avoir acheté des biens et des services auprès de fournisseurs issus de 222 pays et territoires. Les 10 pays ayant enregistré les volumes d'achats les plus élevés sont présentés dans le tableau 3. En 2022, ils ont comptabilisé à eux seuls 12,5 milliards de dollars, soit 42,4 % des achats

des Nations Unies. Huit pays qui figuraient dans la liste des dix premiers pays en 2021 sont restés dans cette liste en 2022 mais leur ordre a évolué, tandis que la Türkiye et l'Afghanistan ont supplanté le Mexique et la Chine.

24. Les États-Unis d'Amérique sont restés le premier pays fournisseur en volume d'achats en 2022. Ils ont ainsi enregistré une légère augmentation de 1,3 % pour atteindre un total de 2,4 milliards de dollars. En plus d'être le principal fournisseur de services d'ingénierie et de recherche et de services de gestion et d'administration, le pays est devenu le premier fournisseur de services de voyage, de restauration et d'hébergement (58 millions de dollars) et de services relatifs à la politique et aux affaires civiles (46 millions de dollars) du système des Nations Unies en 2022.

25. L'UNICEF et le Secrétariat de l'ONU sont restés les premiers acheteurs auprès de fournisseurs du pays et ont déclaré des achats cumulés d'un montant de 1,3 milliard de dollars (en hausse de 88 millions de dollars par rapport à 2021). L'UNICEF a acheté 589 millions de dollars de produits pharmaceutiques, de contraceptifs et de vaccins, ce qui représente une augmentation de 70 millions de dollars par rapport à 2021. Les achats du PAM auprès du pays ont augmenté de 54 millions de dollars et ceux de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), de 23 millions de dollars.

26. Entre 2021 et 2022, la Belgique est passée de la septième place à la deuxième place des pays fournisseurs, avec un total de 1,7 milliard de dollars, soit une augmentation de 760 millions de dollars (77 %). Cette croissance tient essentiellement à l'augmentation des achats de produits pharmaceutiques, de contraceptifs et de vaccins effectués par l'UNICEF auprès de fournisseurs du pays (en hausse de 676 millions de dollars par rapport à 2021), faisant du pays le principal fournisseur dans cette catégorie pour la première fois depuis 2016.

Tableau 3

Classement des dix principaux pays fournisseurs, en volume d'achats, 2022

<i>Pays fournisseur</i>	<i>Biens 2022 (En millions de dollars)</i>	<i>Services 2022 (En millions de dollars)</i>	<i>Total 2022 (En millions de dollars)</i>	<i>Part du total des achats des Nations Unies 2022 (En pourcentage)</i>	<i>Variation totale 2021-2022 (En pourcentage)</i>
États-Unis d'Amérique	1 283,8	1 074,7	2 358,5	8,0%	1,3%
Belgique	1 663,5	84,7	1 748,3	5,9%	77,0%
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	870,8	434,7	1 305,5	4,4%	79,9%
Danemark	601,6	699,9	1 301,5	4,4%	16,6%
Suisse	389,9	834,0	1 223,9	4,1%	-28,8%
Inde	868,8	246,4	1 115,2	3,8%	-10,6%
Émirats arabes unis	724,7	298,0	1 022,7	3,5%	28,6%
Türkiye	696,1	183,6	879,7	3,0%	25,9%
France	670,3	169,2	839,6	2,8%	2,4%
Afghanistan	422,6	325,3	747,8	2,5%	113,1%
Total des 10 principaux pays fournisseurs	8 192,1	4 350,4	12 542,5	42,4%	16,3%
Total, Nations Unies	16 093,6	13 493,2	29 586,8		0,0%

27. Les achats effectués auprès de fournisseurs du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont atteint un niveau record de 1,3 milliard de dollars en 2022, soit une augmentation de 580 millions de dollars, faisant passer le pays de la dixième à la troisième place des pays fournisseurs. Cette augmentation est essentiellement imputable aux produits pharmaceutiques, aux contraceptifs et aux vaccins, dont les achats ont été multipliés par plus de trois par rapport à 2021 (passant de 171 millions de dollars à 761 millions de dollars en 2022), principalement à destination de l'UNICEF (en hausse de 592 millions de dollars). Le pays est également resté le principal fournisseur de services d'ordre public et de sécurité (34 millions de dollars), malgré une baisse de 3,3 millions de dollars.

28. Les achats en provenance du Danemark ont augmenté de 185 millions de dollars en 2022 (seulement 4,0 millions de moins que ceux en provenance du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). Cette augmentation se répartit comme suit : 89 millions de dollars à la catégorie du matériel informatique et de communication et 76 millions de dollars à la catégorie des services de transport, d'entreposage et de courrier. En ce qui concerne les achats interinstitutions (achats dont le fournisseur est une entité des Nations Unies), le Danemark est resté le principal pays en 2022, avec un total de 189 millions de dollars, en baisse par rapport à 2021 (348 millions de dollars).

29. La Suisse a reculé d'une place sur la liste, devenant le cinquième pays fournisseur, avec 1,2 milliard de dollars, soit une baisse de 495 millions de dollars par rapport à 2021. Le pays a accusé les plus fortes baisses dans les achats de produits pharmaceutiques, de contraceptifs et de vaccins effectués par l'UNICEF (en baisse de 312 millions de dollars) et dans les services des bâtiments et de l'entretien contractés par l'Organisation internationale du Travail (OIT), en baisse de 125 millions de dollars par rapport à 2021. En revanche, l'OIM a augmenté ses achats de 61 millions de dollars et l'OMS, de 57 millions de dollars, principalement dans le cadre de services de transport, d'entreposage et de courrier.

30. Les achats effectués auprès de fournisseurs indiens ont reculé de 132 millions de dollars, soit 10,6 %, en 2022, en raison notamment de la diminution des achats de produits pharmaceutiques, de contraceptifs et de vaccins, ainsi que de matériel et fournitures à usage médical. Le pays était classé au sixième rang des fournisseurs, toutes catégories confondues.

31. Entre 2021 et 2022, les Émirats arabes unis sont passés du neuvième au septième rang des pays fournisseurs, avec une augmentation de 28,6 % (227 millions de dollars). Il s'agit du premier pays fournisseur de carburants et de lubrifiants, et les achats dans ce segment ont augmenté de 196 millions de dollars en 2022 pour atteindre 352 millions de dollars.

32. La France a chuté du huitième au neuvième rang des pays fournisseurs, avec une légère augmentation de 20 millions de dollars, et est restée le premier fournisseur de matériel de laboratoire et de tests (85 millions de dollars).

33. Les achats réalisés auprès de fournisseurs turcs ont augmenté de 181 millions de dollars, atteignant un niveau record de 880 millions de dollars en 2022. Cette évolution s'explique en grande partie par l'augmentation des achats que le PAM a effectués dans le pays, en particulier dans le segment Aliments et boissons (en hausse de 63 millions de dollars en 2022, pour un total de 509 millions de dollars).

34. L'intensification des activités des Nations Unies en Afghanistan a entraîné une augmentation de 397 millions de dollars des achats effectués auprès de fournisseurs de ce pays, soit une hausse de 113 % par rapport à l'année précédente, ce qui a fait du pays le plus grand fournisseur de matériel pour plantes et animaux vivants en 2022 (128 millions de dollars au total). Les principaux acheteurs ont été le PAM et la FAO,

qui ont enregistré des augmentations de 139 % et 525 %, respectivement. L’Afghanistan, seul pays de la catégorie des moins avancés figurant dans la liste des dix premiers pays fournisseurs, a représenté 14,0 % du total des achats effectués auprès des pays les moins avancés en 2022.

UNOPS : Intégrer le développement durable dans l’achat de matériel informatique

Depuis 2017, le Bureau de l’UNOPS en Argentine aide le Ministère de l’éducation de la ville de Buenos Aires à mettre en œuvre une assistance au plan intégral pour l’enseignement numérique.

Le projet vise à proposer un enseignement numérique public de haute qualité à plus de 500 établissements scolaires de la ville, en achetant chaque année plus de 100 000 appareils numériques.

L’UNOPS a associé un certain nombre d’initiatives d’achats durables au projet afin de maximiser son rayonnement et de contribuer à la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable

En 2022, il a été demandé à l’UNOPS d’acheter 40 000 ordinateurs portables ainsi que des pièces détachées au titre du projet. Dans le cadre des procédures d’achat précédentes, les ordinateurs portables étaient achetés entièrement assemblés auprès des fournisseurs. Dans le cas présent, cependant, l’équipe chargée des achats a estimé qu’il serait plus avantageux et plus efficace de demander à des fournisseurs d’assembler les ordinateurs portables localement. En effet, cette démarche a permis de créer des possibilités d’emploi local, notamment pour les femmes, contribuant ainsi indirectement à la réalisation des objectifs 5 (égalité entre les sexes) et 8 (travail décent et croissance économique).

L’initiative visait à optimiser les coûts sur toute la durée utile du matériel en tenant compte de paramètres tels que l’application de normes d’efficacité énergétique pour le matériel numérique ; la mise en œuvre d’un plan de conditionnement durable ; la mise à disposition de pièces de rechange ; la production des ordinateurs portables dans le respect des normes de qualité les plus strictes.

Cet appel d’offres a permis de faire bien plus que d’intégrer les technologies de l’information et des communications dans l’enseignement. Les pratiques d’achat mises en place à cette occasion ont contribué à la réalisation de plusieurs objectifs, transformant un projet commercial en une initiative globale et mettant en évidence les incidences positives de l’approvisionnement durable sur l’égalité des genres, le travail décent, les sources d’énergie propres et la production responsable.

L’UNOPS a acheté pour 103 millions de dollars de matériel et d’accessoires informatiques en 2022, dont 11 millions de dollars auprès de fournisseurs argentins.

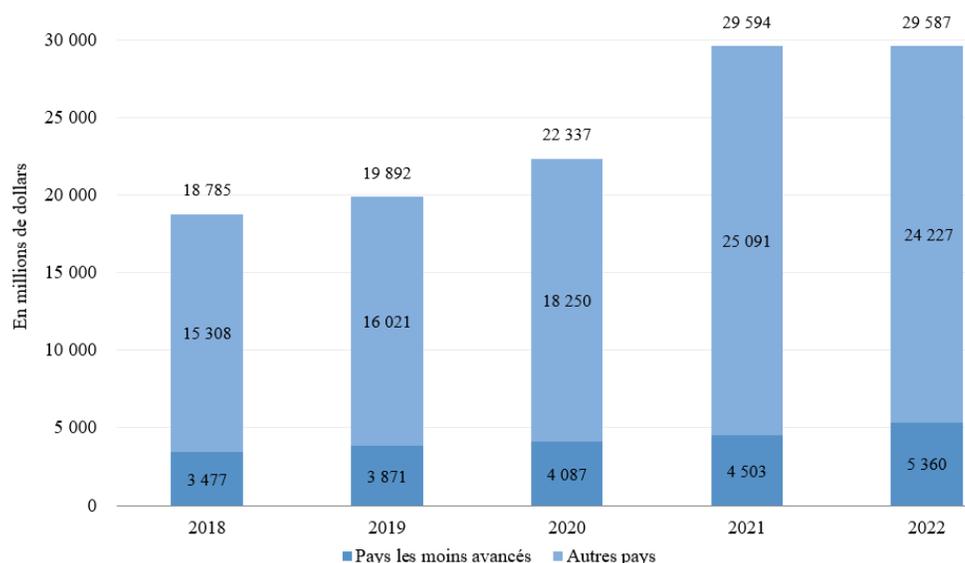
VI. Achats effectués dans les pays les moins avancés

35. En 1971, l’Organisation des Nations Unies a créé la catégorie des pays les moins avancés en considération du soutien supplémentaire dont ces pays avaient besoin. Le nombre de pays relevant de cette catégorie a atteint un maximum de 51 en 1991 ; il

était de 46 en 2022. Ces pays sont répartis entre quatre régions géographiques, la plupart d'entre eux étant situés en Afrique.

36. Les achats effectués par les entités des Nations Unies auprès de fournisseurs des pays les moins avancés ont continué d'augmenter en 2022 pour atteindre 5,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 19 %, ou 857 millions de dollars, par rapport à 2021. Les principales entités qui s'approvisionnent auprès de ces pays sont restées les mêmes que l'année précédente, à savoir le PAM, l'UNICEF et le PNUD. Le montant cumulé de leurs achats a augmenté de 407 millions de dollars, pour atteindre 3,3 milliards de dollars en 2022.

Figure 3
Achats effectués dans les pays les moins avancés, 2018-2022



37. Comme indiqué précédemment, c'est l'Afghanistan qui a passé le plus grand nombre de marchés parmi tous les pays les moins avancés en 2022, pour un montant total de 748 millions de dollars. Il a été suivi par le Yémen, avec 699 millions de dollars, et l'Éthiopie, avec 495 millions de dollars. Malgré une diminution des achats effectués auprès de fournisseurs du Yémen (en baisse de 21 millions de dollars), le pays est resté l'un des plus grands fournisseurs de la catégorie des pays les moins avancés. Un quart du total des achats, soit 171 millions de dollars, concernait les services financiers et d'assurance, et 111 millions de dollars se rapportaient aux services de transport, d'entreposage et de courrier. Les achats réalisés auprès de fournisseurs en Éthiopie ont progressé de 91 millions de dollars, soit 22,7 %, par rapport à 2021, sous l'effet notamment d'une augmentation au titre des services de transport, d'entreposage et de courrier. Le PAM est resté le principal acheteur dans le pays, avec un total de 196 millions de dollars en 2022. Les augmentations les plus marquées, tant en valeur absolue qu'en pourcentage, ont été enregistrées par l'UNOPS (en hausse de 28 millions de dollars, soit 845 %, pour atteindre 32 millions de dollars) et la FAO (en hausse de 24 millions de dollars, soit 200 %, pour atteindre 36 millions de dollars).

Tableau 4
Classement des vingt principaux pays fournisseurs de la catégorie des pays les moins avancés, en volume d'achats, 2022

<i>Pays fournisseur</i>	<i>Biens 2022 (En millions de dollars)</i>	<i>Services 2022 (En millions de dollars)</i>	<i>Total 2022 (En millions de dollars)</i>	<i>Part du total des achats des Nations Unies 2022 (En pourcentage)</i>	<i>Variation totale 2021-2022 (En pourcentage)</i>
Afghanistan	422,6	325,3	747,8	2,5%	113,1
Yémen	138,2	561,3	699,4	2,4%	-2,9
Éthiopie	129,6	365,0	494,6	1,7%	22,7
Soudan	150,6	169,5	320,1	1,1%	-6,1
République démocratique du Congo	65,1	239,8	304,9	1,0%	58,9
Soudan du Sud	81,6	205,7	287,3	1,0%	1,5
Ouganda	93,7	135,9	229,6	0,8%	23,0
Bangladesh	98,2	121,7	219,8	0,7%	17,3
Somalie	31,4	159,3	190,7	0,6%	29,7
Mozambique	76,6	97,3	173,9	0,6%	25,6
Niger	72,9	84,5	157,4	0,5%	40,7
Burkina Faso	77,4	58,6	136,1	0,5%	27,6
Mali	34,2	97,8	132,0	0,4%	7,2
Rwanda	82,4	28,4	110,8	0,4%	28,7
République-Unie de Tanzanie	45,5	58,7	104,1	0,4%	17,3
Tchad	37,4	62,2	99,6	0,3%	3,8
Madagascar	41,9	48,4	90,3	0,3%	7,0
République centrafricaine	40,4	46,9	87,3	0,3%	12,4
Myanmar	55,5	31,1	86,6	0,3%	4,0
Haïti	27,6	51,8	79,4	0,3%	11,1
Total des 20 principaux pays fournisseurs	1 802,6	2 949,0	4 751,6	16,1%	22,5
Total des pays les moins avancés	1 974,8	3 385,0	5 359,8	18,1%	19,0
Total, Nations Unies	16 093,6	13 493,2	29 586,8		

38. Les achats réalisés auprès de fournisseurs de la République démocratique du Congo ont connu une augmentation notable en 2022 avec un montant record de 305 millions de dollars, contre 192 millions de dollars en 2021. Cette croissance était largement liée à l'augmentation des achats de services des bâtiments et de l'entretien par le PNUD (en hausse de 99 millions de dollars).

39. Hormis la baisse enregistrée au Yémen, les diminutions les plus prononcées concernant les achats effectués auprès des PMA ont été observées au Soudan (en baisse de 21 millions de dollars) et en Guinée (en baisse de 8,1 millions de dollars). Au Soudan, ce recul était lié à la réduction des achats de services de transport, d'entreposage et de courrier, tandis qu'en Guinée, il concernait principalement les services des bâtiments et de l'entretien.

VII. Achats effectués dans les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement

40. Le présent rapport statistique annuel comporte pour la première fois des informations sur les achats effectués auprès des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement. La catégorie des pays en développement sans littoral englobe un groupe de pays en développement n'ayant pas d'accès territorial à la mer, tandis que les petits États insulaires en développement sont un groupe de petits pays et territoires insulaires en développement. Les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement se heurtent à des obstacles en matière de connectivité et de transport qui entraînent des problèmes sociaux, économiques et environnementaux. À l'instar de la classification « pays les moins avancés », les catégories « pays en développement sans littoral » et « petits États insulaires en développement » ont été créées pour tenir compte des problèmes de développement particuliers auxquels ces pays doivent faire face et des différentes formes d'assistance dont ils ont besoin. En 2022, 32 pays faisaient partie de la catégorie des pays en développement sans littoral et 53 pays et territoires, de celle des petits États insulaires en développement.

41. En 2022, les achats que les Nations Unies ont effectués auprès des pays en développement sans littoral ont totalisé 3,3 milliards de dollars – une augmentation par rapport aux 2,5 milliards de dollars enregistrés en 2021. Sur ce total, 82,2 %, soit 2,7 milliards de dollars, correspondaient à des achats effectués auprès de pays les moins avancés sans littoral. Principaux fournisseurs issus des PMA, l'Afghanistan, l'Éthiopie et le Soudan du Sud étaient également les principaux pays fournisseurs issus des pays en développement sans littoral. Les principales catégories d'achats étaient les aliments et les boissons (661 millions de dollars) et les services de transport, d'entreposage et de courrier (580 millions de dollars).

42. Les entités des Nations Unies ont acheté des biens et des services auprès de 51 petits États insulaires en développement en 2022, pour un montant total de 737 millions de dollars (en hausse de 98 millions de dollars comparé aux 639 millions de dollars enregistrés en 2021). Huit des petits États insulaires en développement faisaient également partie de la catégorie des pays les moins avancés.

Tableau 5

Classement des 10 principales catégories d'achats effectués dans les pays en développement sans littoral, les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, en volume (par segment de la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies), 2022

Catégorie (Par segment de la Classification)	<i>Total pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement 2022 (En millions de dollars)</i>	<i>Total pays en développement sans littoral 2022 (En millions de dollars)</i>	<i>Total petits États insulaires en développement 2022 (En millions de dollars)</i>
Aliments et boissons	830,4	660,8	169,6
Services de transport, d'entreposage et de courrier	666,0	580,3	85,7
Services des bâtiments et de l'entretien	372,7	312,1	60,6
Services de gestion et d'administration	323,7	261,6	62,1
Matériel pour plantes et animaux vivants	215,0	183,8	31,2
Services d'ingénierie et de recherche	172,1	144,5	27,7
Voyages, restauration et hébergement	143,5	113,2	30,4

<i>Catégorie (Par segment de la Classification)</i>	<i>Total pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement 2022 (En millions de dollars)</i>	<i>Total pays en développement sans littoral 2022 (En millions de dollars)</i>	<i>Total petits États insulaires en développement 2022 (En millions de dollars)</i>
Services d'ordre public et de sécurité	103,6	88,7	14,8
Carburants et lubrifiants	95,3	91,2	4,1
Produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins	86,1	4,8	81,3
Total des 10 premières catégories d'achats	3 008,0	2 441,0	567,5
Total, Nations Unies	4 015,3	3 278,0	737,2

43. Singapour, premier pays fournisseur parmi les petits États insulaires en développement, a représenté près de la moitié des achats effectués auprès de ces pays (348 millions de dollars au total). La plupart des achats réalisés auprès de fournisseurs du pays concernaient les aliments et les boissons, avec un total de 165 millions de dollars (dont 92 millions de dollars pour l'achat d'huiles et de graisses végétales comestibles et 46 millions de dollars pour les produits céréaliers et les légumineuses), essentiellement à destination du PAM, et les produits pharmaceutiques, les contraceptifs et les vaccins, avec un total de 81 millions de dollars, principalement pour l'UNICEF.

44. Haïti, deuxième fournisseur des petits États insulaires en développement, a connu une augmentation de 11,1 % par rapport à 2021 et a atteint 79 millions de dollars en 2022. Les principales catégories d'achats effectués auprès des fournisseurs du pays étaient les services de gestion et d'administration (8,8 millions de dollars), les services des bâtiments et de l'entretien (8,3 millions de dollars) et les services de transport, d'entreposage et de courrier (8,0 millions de dollars).

VIII. Achats des différentes entités du système des Nations Unies

45. Parmi les 31 entités des Nations Unies ayant présenté un rapport en 2022, 15 ont enregistré une croissance du volume d'achats qu'elles ont effectués, avec une augmentation cumulée de 2,6 milliards de dollars par rapport à 2021 (voir tableau 6).

Tableau 6
Achats par entité des Nations Unies, 2022

<i>Entité</i>	<i>Total 2022 (En millions de dollars)</i>	<i>Variation totale 2021-2022 (En pourcentage)</i>	<i>Part des achats effectués dans les pays les moins avancés, 2022 (En pourcentage)</i>	<i>Part des achats effectués dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement 2022 (En pourcentage)</i>
UNICEF	7 383,40	2,8	12,9	14,8
PAM	6 023,40	22,5	29,3	36,6
Secrétariat de l'ONU	3 128,60	14,6	11,6	12,6
PNUD	2 830,60	7,8	19,2	27,8
UNOPS	1 753,00	-54,3	17,2	19,6
OMS	1 634,60	-1,4	16,8	21,9
HCR	1 431,40	6,9	18,3	19,7
OPS	1 348,60	-18,6	0,9	3,5

Entité	Total 2022 (En millions de dollars)	Variation totale 2021-2022 (En pourcentage)	Part des achats effectués	
			Part des achats effectués dans les pays les moins avancés, 2022 (En pourcentage)	Part des achats effectués dans les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement 2022 (En pourcentage)
OIM	1 191,90	19,6	27,0	29,4
FAO	719,9	60,5	51,0	58,5
FNUAP	456,1	23,4	13,4	17,1
UNRWA	305,8	10,1	0,2	0,2
OIT	266,3	-34,9	18,1	24,5
UNESCO	176,1	-9,3	17,5	20,7
ONU-Femmes	172,9	9,7	18,3	27,2
AIEA	169,5	-18,2	0,2	1,4
ONUDI	157,9	4,1	8,4	10,9
OMPI	129	-3,8	0,3	0,9
OACI	61,5	74,7	0,2	0,3
FIDA	55,9	-5,4	10,6	10,9
ONUSIDA	40,6	5,3	14,5	21,2
UIT	30,1	19,5	1,3	2,0
OIAC	23,6	-40,4	0,8	1,0
OMS	23,2	-15,8	0,0	0,0
CCNUCC	17,4	-24,2	0,0	0,3
OMM	13,1	-11,0	0,4	0,9
OMI	12,6	-14,4	0,0	2,8
UPU	11,2	-10,6	1,1	4,6
VNU	7,8	-20,0	0,5	0,9
UNU	6,9	-31,6	0,7	0,9
OMT	4	68,3	0,0	1,2
Total	29 586,8	-0,03	18,1	22,1

Note : Le calcul de la part des achats effectués dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement exclut les données pour lesquelles le pays fournisseur n'est pas connu. Le « Secrétariat de l'ONU » comprend les entités qui présentaient auparavant des rapports séparément, soit la CEA, la CEPALC, la CESAO, la CESAP, le MIFRTP, l'ITC, l'UNAKRT, l'ONUG, l'ONUN, l'ONUV et la Division des achats de l'ONU.

46. Pour la quatrième année consécutive, l'UNICEF est restée la principale entité acheteuse, atteignant un total de 7,4 milliards de dollars, soit 203 millions de dollars de plus qu'en 2021. Elle est restée la principale acheteuse de matériel et de fournitures à usage médical, avec 58 millions de dollars supplémentaires par rapport à 2021 (918 millions de dollars au total), mais a enregistré une baisse de 335 millions de dollars en ce qui concerne les produits pharmaceutiques, les contraceptifs et les vaccins, après une augmentation enregistrée en 2021 du fait de l'achat de vaccins contre la COVID-19. Les augmentations les plus notables relatives aux achats de l'UNICEF ont été enregistrées dans le segment des services de transport, d'entreposage et de courrier (en hausse de 23,0 %, soit 73 millions de dollars) et dans celui des voyages, de la restauration et de l'hébergement (en hausse de 189 %, soit 73 millions de dollars).

47. L'UNICEF a fait état de changements majeurs dans le volume des achats par pays, ce qui a eu une incidence significative sur le volume global des achats des Nations Unies dans ces pays. Ses achats auprès des fournisseurs en Belgique ont augmenté de 673 millions de dollars et ceux réalisés au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont en hausse de 603 millions de dollars, tandis que les achats effectués auprès de fournisseurs indonésiens et ukrainiens ont augmenté de 113 millions et 69 millions de dollars, respectivement. En revanche, les achats de l'UNICEF auprès de fournisseurs chinois ont diminué de 1,1 milliard de dollars par rapport à 2021, et les fournisseurs suisses et suédois ont accusé des baisses de 344 millions et 316 millions de dollars, respectivement.

48. Le PAM, qui a enregistré la plus forte augmentation en valeurs absolues – de 4,9 milliards de dollars en 2021 à 6,0 milliards de dollars en 2022 – est la deuxième entité en volume d'achats. Cette croissance est imputable à l'augmentation des achats d'aliments et de boissons (en hausse de 1,2 milliard de dollars), en raison notamment de l'expansion des activités d'aide alimentaire visant à faire face aux situations d'urgence persistantes en Afghanistan et en Ukraine. Les achats du PAM en matière de services de transport, d'entreposage et de courrier ont augmenté de 100 millions de dollars par rapport à 2021.

49. Les achats effectués par le Secrétariat de l'ONU, qui étaient auparavant rapportés par 11 entités différentes, ont augmenté de 399 millions de dollars, soit 14,6 %, par rapport à 2021, ce qui en fait la troisième plus grande entité acheteuse. Cette croissance s'explique en grande partie par l'augmentation des achats de carburants et de lubrifiants (en hausse de 215 millions de dollars, soit 91,9 %) et de services de voyages, de restauration et d'hébergement (en hausse de 152 millions de dollars, soit 141 %). Les services de transport, d'entreposage et de courrier ont connu une augmentation plus faible (44 millions de dollars, soit 8,1 %) mais sont restés la principale catégorie d'achats du Secrétariat, avec un total de 586 millions de dollars.

50. Les achats du PNUD ont augmenté de 206 millions de dollars, principalement dans le domaine des services des bâtiments et de l'entretien, en raison de projets de construction à grande échelle menés en Albanie et en Serbie, ainsi que dans le domaine des voyages, de la restauration et de l'hébergement, du fait de l'intensification des activités organisées à la suite de l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19.

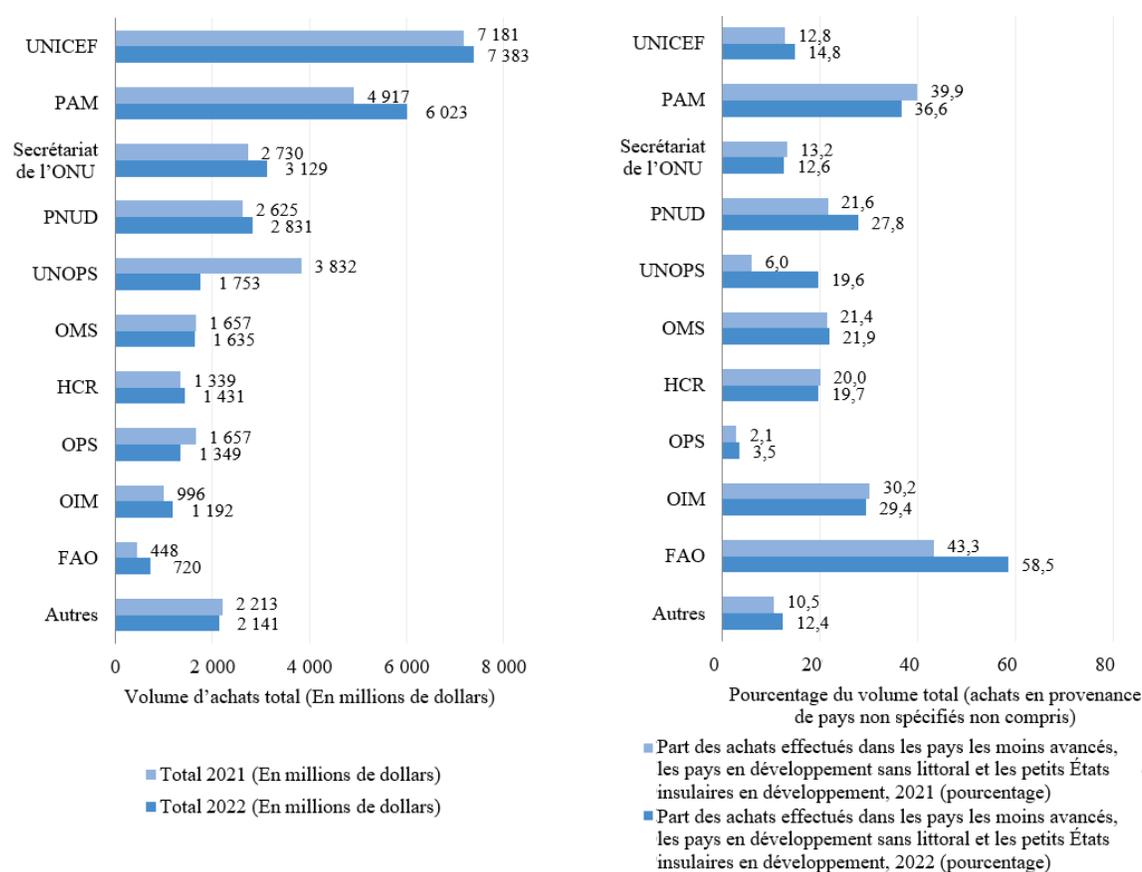
51. En pourcentage, la plus forte augmentation du volume des achats a été enregistrée par l'OACI, passant de 26,3 millions de dollars en 2021 à 62 millions de dollars en 2022, soit une hausse de 74,7 %, en raison d'un certain nombre de projets de grande valeur liés aux aéronefs et aux installations aéroportuaires. La FAO a augmenté ses achats de 60,6 % en 2022, pour atteindre un total de 720 millions de dollars. La croissance a été la plus marquée dans la catégorie Matériel pour plantes et animaux vivants, principalement en raison des grandes quantités d'engrais chimiques, de semences et d'aliments pour animaux nécessaires pour répondre aux situations d'urgence en Afghanistan, en Éthiopie et au Yémen. L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a également enregistré une augmentation de plus de 60 % par rapport à 2021.

52. En revanche, 16 organisations ont déclaré une diminution de leurs volumes d'achats entre 2021 et 2022, soit une baisse totale de 2,7 milliards de dollars. Les baisses les plus marquées concernaient les produits pharmaceutiques, les contraceptifs et les vaccins, ainsi que le matériel et les fournitures à usage médical, catégories qui ont connu une croissance record en 2021 en raison de l'augmentation des achats visant à lutter contre la pandémie de COVID-19.

53. La réduction la plus notable a été enregistrée par l'UNOPS, dont les achats sont revenus au niveau de 2020 après des achats records en 2021, influencés par le vaste projet relatif à la santé mené au Mexique. L'OPS a enregistré une diminution de 308 millions de dollars, soit 18,6 %, par rapport à 2021, principalement dans les domaines du matériel de laboratoire et de tests et des produits pharmaceutiques, des contraceptifs et des vaccins, notamment les vaccins contre la COVID-19. L'OIT a accusé une baisse de 143 millions de dollars, soit 34,9 %, due en grande partie à une réduction des achats dans les services des bâtiments et de l'entretien, après une augmentation en 2021 liée à un projet de rénovation des bâtiments.

Figure 4

Achats effectués par les entités des Nations Unies dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, 2021-2022 (Classement des 10 premières entités par volume total d'achats)



Note : Le « Secrétariat de l'ONU » comprend les entités qui présentaient auparavant des rapports séparément, soit la CEPALC, la CESAP, la CESAO, le MIFRTP, l'ITC, l'UNAKRT, la CEA, l'ONUG, l'ONUN, l'ONUV et la Division des achats de l'ONU.

OMPI : Intégrer des critères de durabilité dans les appels d'offres pour trouver des solutions innovantes

L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) intègre la durabilité dans de nombreux aspects de ses opérations et de ses activités, y compris les achats. En fonction de la nature et de l'utilisation des produits ou services achetés, la priorité peut être donnée aux produits

ou services durables, et les fournisseurs sont encouragés à rechercher des solutions durables dans la mesure du possible.

Dans le cadre de cette approche, l'OMPI a intégré des critères environnementaux dans la procédure d'appel d'offres mise en place pour recruter des prestataires de services de nettoyage de son siège à Genève. Le prestataire sélectionné avait l'obligation contractuelle de veiller à ce que les produits de nettoyage, le matériel et les techniques de nettoyage soient respectueux de l'environnement et favorisent la conservation des eaux. Le prestataire sélectionné a mis en place un système de nettoyage innovant qui a permis de se passer des produits chimiques de nettoyage traditionnels, en transformant l'eau du robinet en eau ozonée, un puissant agent nettoyant pour les surfaces dures et les sols qui élimine jusqu'à 99,9 % des bactéries.

En utilisant ce système au quotidien, l'OMPI a pu réduire au minimum son impact sur l'environnement de plusieurs manières. L'organisation a en effet été en mesure de réduire son utilisation d'emballages en carton et d'eau ; de supprimer les plastiques à usage unique et les déchets chimiques ; et de réduire de manière significative les émissions dues au transport. En outre, l'utilisation du système d'eau ozonée a permis de ne plus être contraint de mélanger et de verser un produit, réduisant ainsi drastiquement les risques pour la santé et les besoins de formation.

Cette solution rentable a considérablement modifié les pratiques de nettoyage de l'OMPI et illustre les politiques d'approvisionnement durable que celle-ci a adoptées, dont les avantages sont nombreux.

En 2022, l'OMPI a acheté pour 713 000 dollars de services de nettoyage industriel et matériel de nettoyage au niveau mondial.

IX. Achats en commun

54. Conformément à la résolution 71/243 de l'Assemblée générale relative à l'examen quadriennal complet, des données sur les achats en commun sont recueillies depuis 2016. Dans cette résolution, l'Assemblée demandait aux organismes des Nations Unies d'intensifier la synergie et les efforts interinstitutions. Elle les priait de réfléchir plus avant à toutes solutions d'achats communs à l'échelle nationale, régionale ou mondiale. Les dispositions de cette résolution ont été renforcées par la déclaration dite de « reconnaissance mutuelle », dont de nombreuses entités des Nations Unies sont signataires.

55. Les achats en commun ont pour objectif d'obtenir des prix réduits ou un meilleur service grâce aux économies d'échelle, et de réduire au minimum les inefficacités et les doubles emplois parmi les organismes des Nations Unies.

56. La communication des données relatives aux achats au niveau des opérations présente des difficultés techniques pour certaines entités, c'est pourquoi il est difficile de déterminer le volume exact des achats passés en collaboration. Il est donc probable que les chiffres déclarés reflètent une estimation prudente du niveau de collaboration dans le système des Nations Unies.

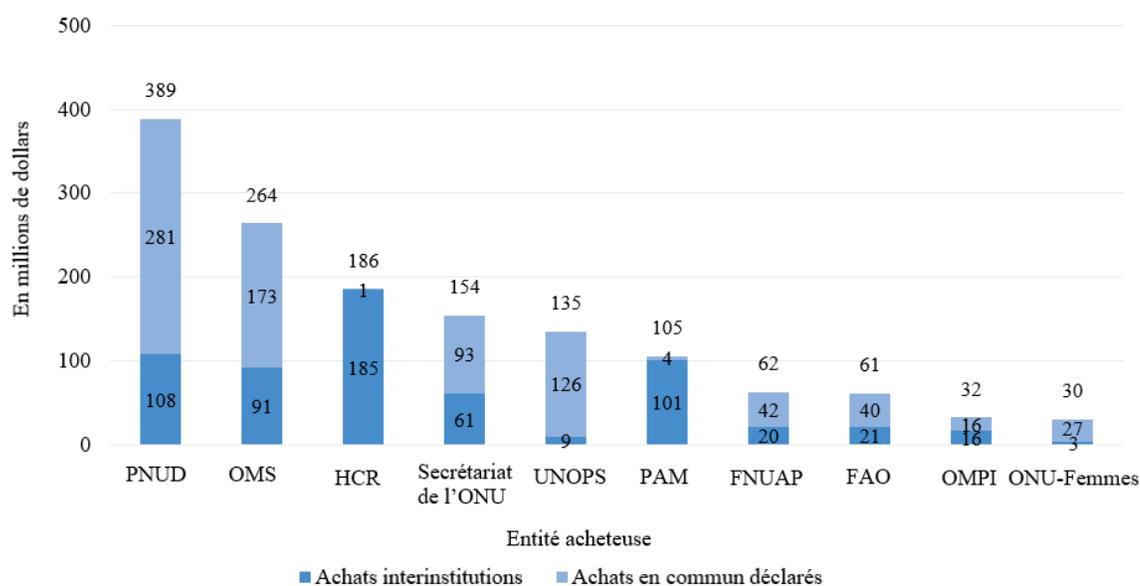
57. Pour la deuxième année consécutive, toutes les entités qui ont communiqué des données ont opté pour les achats en commun, enregistrant un total de 1,5 milliard de dollars d'achats de ce type, soit une augmentation de 394 millions de dollars par

rapport aux 1,1 milliard de dollars enregistrés en 2021. Sur ce total, 712 millions de dollars correspondaient à des achats interinstitutions, tandis que 824 millions de dollars étaient comptabilisés au titre d'achats en commun effectués auprès de fournisseurs extérieurs au système des Nations Unies. Une analyse plus poussée répartit le total des achats en commun entre ces deux catégories.

58. Le nombre d'entités ayant été en mesure de fournir des informations sur les achats qu'elles ont effectués en commun est passé de 20 en 2021 à 25 en 2022, ce qui a contribué à une augmentation record de 603 millions de dollars des achats déclarés comme ayant été effectués en commun. Le chiffre est en effet passé de 220 millions de dollars en 2021 à 824 millions de dollars en 2022.

Figure 5

Achats en commun déclarés par les entités (dix principales entités acheteuses)



59. Cette augmentation est en essentiellement imputable au PNUD, qui a déclaré des achats en commun dans son rapport pour la première fois en 2022 et qui a réalisé le montant le plus élevé de ce type d'achats – 281 millions de dollars au total. Viennent ensuite l'OMS et l'UNOPS, dont les achats en commun déclarés ont été multipliés par plus de deux en 2022 pour atteindre un total de 173 millions et 126 millions de dollars, respectivement.

60. Comme les années précédentes, la catégorie dans laquelle le volume des achats en commun enregistrés est le plus élevé est celle du matériel informatique et de communication, avec une hausse de 167 millions de dollars en 2022. Les produits pharmaceutiques, les contraceptifs et les vaccins arrivent à la deuxième place, principalement du fait de l'OMS, qui a enregistré une augmentation de 107 millions de dollars. Les services de transport, d'entreposage et de courrier ont connu une augmentation moins importante qu'en 2021 (en hausse de 67 millions de dollars), mais restent l'une des trois principales catégories d'achats en commun. Le Danemark, qui accueille l'un des principaux pôles du système des Nations Unies, est resté le principal pays fournisseur pour les achats en commun déclarés dans les catégories susmentionnées et dans l'ensemble, avec un volume total de 349 millions de dollars en 2022.

61. Alors que les activités d'achats en commun déclarées ont connu une augmentation significative en 2022, les achats dans le cadre desquels une entité a

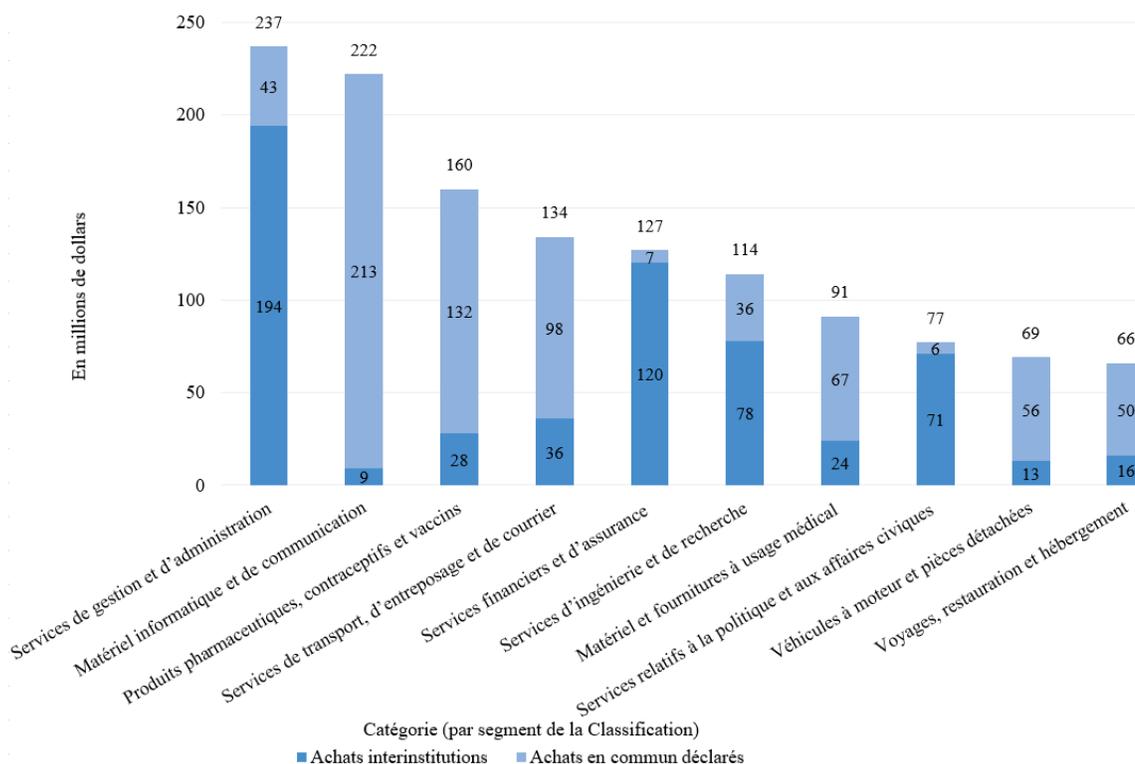
acquis des biens et des services auprès d'une autre entité des Nations Unies ont diminué de 210 millions de dollars, soit 22,8 %, par rapport à 2021.

62. La principale baisse a été enregistrée dans le segment des produits pharmaceutiques, des contraceptifs et des vaccins (en baisse de 148 millions de dollars). Classé en troisième position des achats interinstitutions en 2021, ce segment a chuté à la sixième place en 2022. L'OMS a fait état d'une diminution de 138 millions de dollars des achats effectués dans cette catégorie auprès d'autres entités des Nations Unies.

63. Malgré une diminution globale, certaines catégories clés d'achats interinstitutions ont connu une augmentation en 2022. Les services de gestion et d'administration ont augmenté de 5,9 millions de dollars pour atteindre un total de 194 millions de dollars, principalement en raison de l'achat par le PNUD de tels services auprès du PAM et de l'UNOPS. Les services financiers et d'assurance ont augmenté de 3,2 millions de dollars (pour atteindre un total de 120 millions de dollars), principalement grâce au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), qui a enregistré 4,4 millions de dollars d'achats supplémentaires, effectués principalement auprès de l'UNOPS. Les services d'ingénierie et de recherche ont affiché une augmentation de 8,2 millions de dollars par rapport à 2021 (78 millions de dollars au total), en grande partie grâce au PAM et au PNUD.

Figure 6

Achats en commun déclarés par catégorie d'achat (10 principaux segments de la Classification)



64. L'UNOPS est le plus grand fournisseur interinstitutions, avec 172 millions de dollars de biens et services fournis à d'autres entités des Nations Unies (en hausse de 9,6 millions de dollars par rapport à 2021), principalement dans le domaine des services financiers et d'assurance (114 millions de dollars). Le PNUD arrive en deuxième position, avec un total de 83 millions de dollars en 2022, fournissant

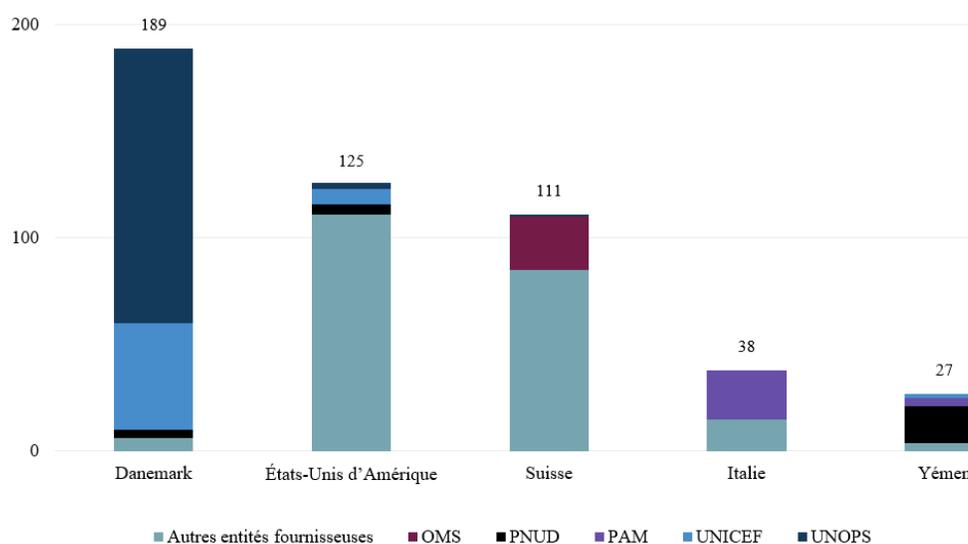
principalement des services de gestion et d'administration (21 millions de dollars) et des services relatifs à la politique et aux affaires civiques (20 millions de dollars). Vient ensuite l'UNICEF, avec 75 millions de dollars, dont 24 millions de dollars au titre des produits pharmaceutiques, des contraceptifs et des vaccins.

65. Les cinq pays dans lesquels les achats interinstitutions ont été les plus nombreux ont totalisé 490 millions de dollars en 2022, soit une baisse de 194 millions de dollars par rapport à 2021. La composition des cinq premiers pays est restée similaire à celle de l'année précédente, à l'exception du Burundi, remplacé par le Yémen.

66. La collaboration relative à la gestion de la chaîne d'approvisionnement est une forme de collaboration distincte des activités précédemment exposées, qui a été définie par le Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion. L'UNICEF est le seul organisme faisant état de ce type de collaboration. En 2022, 80 % de ses achats de biens, d'une valeur totale de 4,4 milliards de dollars, ont été effectués en collaboration avec d'autres entités des Nations Unies et des partenaires de développement. L'augmentation observée par rapport aux années précédentes est principalement due à l'achat massif de vaccins contre la COVID-19 et de matériel d'immunisation connexe.

Figure 7

Achats interinstitutions, 2022, par pays fournisseur et par entité des Nations Unies fournisseuse



OIT : Autonomiser la population locale grâce au Programme d'investissement à haute intensité de main-d'œuvre en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Le Programme d'investissement à haute intensité de main-d'œuvre, lancé par l'OIT dans le cadre de l'initiative de soutien de l'Union européenne à l'entrepreneuriat rural, à l'investissement et au commerce, vise à renforcer le développement économique durable et inclusif et à promouvoir la création d'emplois en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Le programme est tout particulièrement axé sur les femmes, les jeunes et les changements climatiques.

Dans le cadre de ce programme, l'OIT a renforcé les capacités de 85 entrepreneurs locaux en Papouasie-Nouvelle-Guinée, leur permettant

de participer à une procédure d'appel d'offres pour un projet de rénovation et d'entretien de routes. Le projet vise à assurer la connectivité, quelles que soient les conditions météorologiques, et la résilience aux effets des changements climatiques sur un tronçon de route de 190 kilomètres, ce qui profitera à environ 112 000 personnes résidant dans la zone d'influence. Il prévoit des mesures intensives d'atténuation des effets sur l'environnement, notamment l'adaptation de la stabilité des pentes des collines à l'aide de techniques de génie civil et de génie biologique adaptées.

En 2022, l'OIT a attribué 12 contrats à des entrepreneurs locaux au moyen d'un processus d'appel d'offres en ligne. Les contrats tenaient compte de l'égalité des genres et veillaient à ce que 50 % des emplois soient confiés aux jeunes issus de la population locale.

Les contrats devraient générer 320 000 jours de travail pour la population locale et injecter environ 3,9 millions de dollars dans l'économie locale. En outre, l'amélioration de la connectivité routière permettra de réduire les coûts de transport de 50 % et d'assurer un accès fiable au marché pour environ 10 462 hectares de zones de production de cacao et de vanille.

X. Pratiques d'achat durables

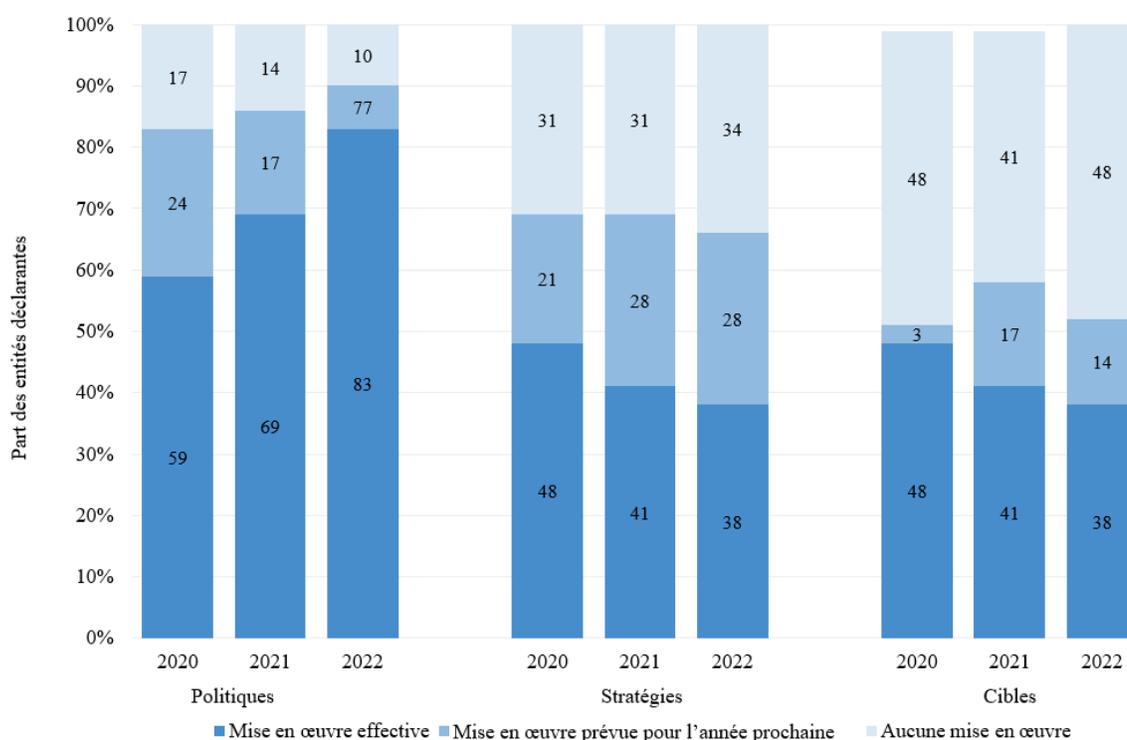
67. Depuis l'adoption de la Déclaration des achats responsables par le Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion en 2009, les pratiques d'achat durables ont gagné en importance et en visibilité dans le système des Nations Unies. Cette Déclaration ne se contente pas d'aborder la question de la sélection des produits à acheter, elle vise également à examiner la manière dont ils sont achetés et auprès de qui.

68. Depuis 2008, le rapport statistique annuel inclut des données qui indiquent dans quelle mesure les considérations de durabilité sont intégrées dans les processus d'achat des entités des Nations Unies. Pour la première fois en 2022, des informations sur les actions menées à titre individuel par les entités sont publiées. Des informations détaillées sont également disponibles sur le site Web consacré au rapport statistique annuel.

69. Sur les 31 entités participantes, 29 ont fourni des informations sur leurs pratiques d'achat durables. ONU-Femmes et l'Agence internationale de l'énergie atomique n'ont pas fait de rapport à cette occasion.

70. Au cours des trois dernières années, l'accent a été mis sur la formalisation de la mise en œuvre de pratiques d'achat durables via l'adoption de politiques qui tiennent compte de la durabilité. En 2022, 24 entités sur 29 ont indiqué avoir appliqué des politiques d'achat durables dans leur processus d'achat (en hausse de 14 % par rapport à 2021). Deux autres entités prévoient d'élaborer et de mettre en œuvre de telles pratiques en 2023.

Figure 8
Progrès accomplis dans l'adoption d'une politique, d'une stratégie et d'objectifs en matière de pratiques d'achat durables, 2020-2022



71. La part des entités qui ont adopté ou prévoient d'adopter une stratégie formelle en matière d'achats ou de fixer des cibles ou des objectifs mesurables en matière de développement durable est restée largement inchangée par rapport à 2021. Toutefois, environ la moitié des entités participantes ont fait état d'efforts visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et leur empreinte carbone dans les achats et les chaînes d'approvisionnement grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre de nouvelles stratégies et de nouvelles cibles en matière d'achats durables, ainsi qu'à la collaboration avec les fournisseurs.

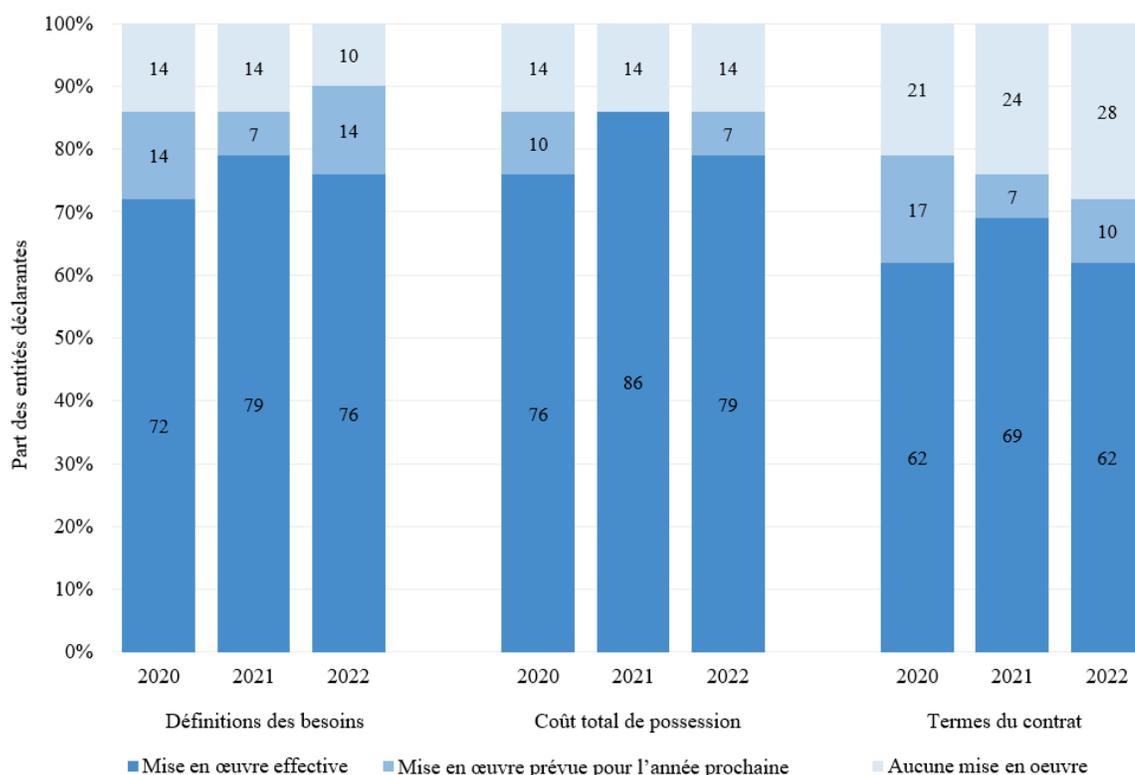
72. Le renforcement des capacités internes est un pilier majeur de la mise en œuvre des pratiques d'achat durables. En 2022, 16 entités sur 29 ont déclaré avoir formé leurs acheteurs aux pratiques d'achat durables au cours des trois années précédentes. Les entités ont souligné l'augmentation du nombre d'activités et de sessions menées en présentiel, en collaboration avec d'autres entités des Nations Unies.

73. Le nombre d'entités des Nations Unies qui ont réalisé ou prévu de réaliser des investissements supplémentaires dans des activités visant à renforcer les capacités internes en matière d'achats responsables a augmenté de 12 % par rapport à 2021. Parmi les investissements les plus courants rapportés par les entités figurent le recrutement de personnel chargé de promouvoir les pratiques d'achat durables et la mise en place de formations appropriées, ainsi que l'amélioration des systèmes d'achat en ligne et des logiciels connexes.

74. L'intégration de critères de durabilité au stade de la définition des besoins est un autre élément essentiel de la mise en œuvre des pratiques d'achat durables. Elle permet de faire en sorte que l'empreinte écologique des biens, services ou travaux achetés soit réduite, de favoriser la responsabilité sociale, de réaliser des économies à long terme et de créer de la valeur ajoutée pour les bénéficiaires. Entre 2021 et 2022,

la part des entités ayant inclus ou prévu d'inclure des critères de durabilité dans la définition des besoins a légèrement augmenté, passant de 86 % à 90 %. La proportion d'entités ayant intégré des critères de durabilité dans les secteurs des achats techniques (besoins ou services liés à des projets) et des achats administratifs (achats pour les activités courantes, y compris le papier, les ordinateurs et le mobilier) est restée largement inchangée. En effet, environ un tiers des entités ont intégré des critères de durabilité dans plus de 20 % de leurs processus d'achats.

Figure 9
Progrès accomplis dans l'intégration de pratiques d'achat durables dans le processus d'achat, 2020-2022



75. Compte tenu de l'importance croissante accordée à la question de la durabilité dans les processus d'achats, 22 des 29 entités interrogées ont intégré les trois dimensions du développement durable dans le cadre de leurs achats, à savoir l'environnement, l'économie et la société. Cinq autres entités ont intégré au moins deux de ces dimensions. Par rapport à l'année précédente, la prise en compte de considérations économiques dans les processus d'achats a augmenté de 4 %, tandis que les considérations sociales ont affiché une tendance négative, avec un recul de 7 %. Par exemple, l'UNOPS a mis en place un processus de vérification des pratiques de ses fournisseurs en matière de durabilité. L'OIM a quant à elle mis en œuvre un projet pilote sur les déchets d'équipements électriques et électroniques, en partenariat avec le secteur privé.

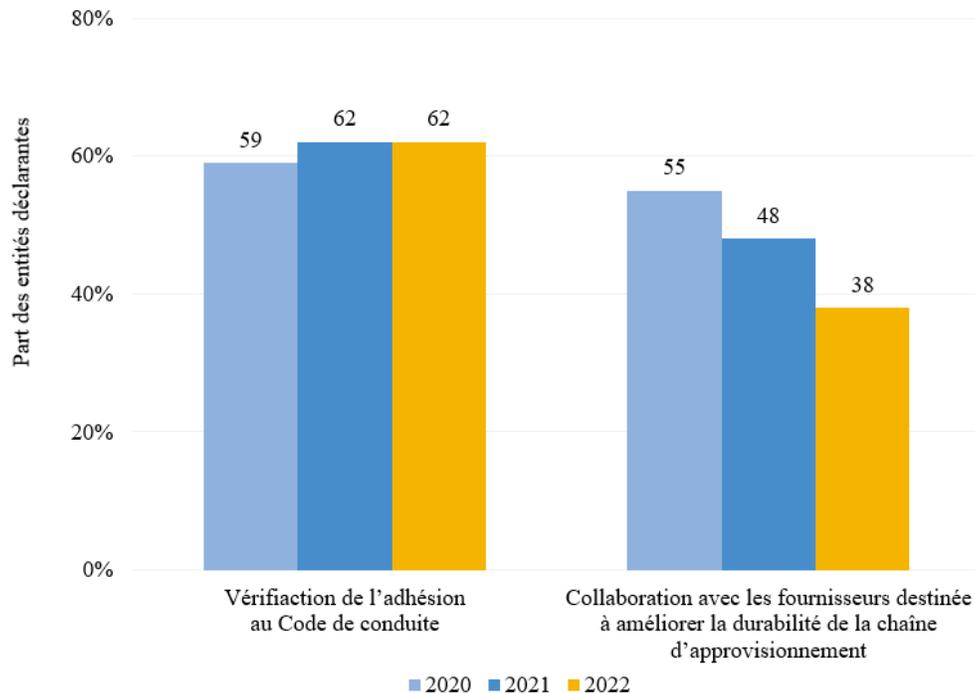
Tableau 7

Bilan de l'intégration des considérations relatives à la durabilité dans les achats, 2022

Entité	Intégration de considérations relatives à la durabilité dans les achats			Intégration de critères de durabilité (environnementale, sociale ou économique) dans la définition des besoins	Estimation de la part des achats incluant des critères de durabilité dans la définition des besoins	
	Environnement	Société	Économie		Achats dans le domaine administratif (pourcentage)	Achats dans les domaines techniques (pourcentage)
CCNUCC	✓	✓	✓	Oui	76 %-100 %	76 %-100 %
FAO	✓	✓	✓	Oui	21 %-50 %	Absence de données
FIDA	✓	✓	✓	Oui	76 %-100 %	Sans objet
FNUAP	✓	✓		Oui	Absence de données	Sans objet
HCR	✓	✓	✓	Oui	Absence de données	Absence de données
OACI	✓	✓	✓	Oui	11 %-20 %	11 %-20 %
OIAC	✓			Oui	76 %-100 %	21 %-50 %
OIM	✓	✓		Prévu en 2023	–	–
OIT	✓	✓	✓	Oui	76 %-100 %	76 %-100 %
OMC	✓	✓	✓	Oui	0 %-5 %	Sans objet
OMI	✓	✓	✓	Non	–	–
OMM	✓	✓	✓	Oui	0 %-5 %	51 %-75 %
OMPI	✓	✓	✓	Oui	–	–
OMS	✓	✓	✓	Prévu en 2023	–	–
OMT				Non	–	–
ONUDI	✓	✓	✓	Oui	Absence de données	Absence de données
ONUSIDA	✓	✓		Oui	21 %-50 %	51 %-75 %
OPS	✓	✓		Prévu en 2023	–	–
PAM	✓	✓	✓	Oui	11 %-20 %	Absence de données
PNUD	✓	✓	✓	Oui	Absence de données	Sans objet
Secrétariat de l'ONU	✓	✓	✓	Oui	Absence de données	Absence de données
UIT		✓	✓	Oui	11 %-20 %	21 %-50 %
UNESCO	✓	✓	✓	Oui	11 %-20 %	11 %-20 %
UNICEF	✓	✓	✓	Oui	76 %-100 %	76 %-100 %
UNOPS	✓	✓	✓	Oui	76 %-100 %	51 %-75 %
UNRWA	✓	✓	✓	Prévu en 2023	–	–
UNU	✓	✓	✓	Oui	Absence de données	Sans objet
UPU	✓	✓	✓	Non	–	–
VNU	✓	✓	✓	Oui	11 %-20 %	6 %-10 %

Note : Le « Secrétariat de l'ONU » comprend les entités qui présentaient auparavant des rapports séparément, soit la CEPALC, la CESAP, la CESA, le MIFRTP, l'ITC, l'UNAKRT, la CEA, l'ONUG, l'ONUN, l'ONUV et la Division des achats de l'ONU.

Figure 10
Bilan de l'engagement des fournisseurs, 2020-2022



76. L'inclusion de dispositions liées à la durabilité dans les clauses contractuelles contribue à encourager les pratiques durables et permet de faire en sorte que les fournisseurs soient liés par des obligations et des engagements spécifiques pour atteindre les objectifs et les critères de durabilité. Entre 2021 et 2022, la proportion d'entités incluant ou prévoyant d'inclure de dispositions liées à la durabilité dans les clauses contractuelles a légèrement diminué de 76 % à 72 %. Dans l'évaluation financière des appels d'offres, le « coût total de possession » reste largement utilisé par les entités des Nations Unies qui ont présenté des rapports. En 2022, 79 % des entités ont tenu compte du coût total de possession dans leurs processus d'achat, et environ la moitié d'entre elles l'utilisent dans plus de 20 % de leurs activités d'achat.

77. Le secteur privé joue un rôle essentiel dans l'adoption de modes de consommation et de production durables. Bien que la collaboration engagée avec les fournisseurs pour améliorer la durabilité de la chaîne d'approvisionnement ait reculé d'une année sur l'autre, l'engagement des fournisseurs dans le cadre du Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies est resté constant en 2022. En effet, 62 % des entités déclarantes des Nations Unies ont procédé à des vérifications. Les trois principaux moyens utilisés par les entités pour vérifier l'adhésion des fournisseurs au Code de conduite étaient les suivants : les questionnaires adressés aux fournisseurs ; la tenue à jour du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies ; les inspections sur site effectuées par l'entité ou par un tiers.

Annexe

Participant(e)s

Trente et une entités des Nations Unies ont participé à l'élaboration du rapport statistique annuel pour 2022. Lorsque le présent rapport fait état d'achats effectués par le système ou par des organismes des Nations Unies, il se réfère aux approvisionnements de ces 31 entités. Vingt-neuf organisations ont fourni des informations sur leurs pratiques d'achat durables. Les entités qui ont fourni des données pour le rapport de 2022 sont les suivantes :

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OIAC	Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la Santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
OPS	Organisation panaméricaine de la Santé
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
Secrétariat de l'ONU	Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UNU	Université des Nations Unies
UPU	Union postale universelle
VNU	Volontaires des Nations Unies
